

D'ici le premier tour de l'élection présidentielle, le dimanche 10 avril, *L'Équipe* part chaque mois à la rencontre de personnalités indépendantes aux propositions originales. Au-delà d'un engagement partisan ou de la promotion d'un candidat, elles ont choisi de mettre le sport au cœur des débats, qu'il soit question de santé publique, d'enjeux sociétaux ou économiques. **Aujourd'hui : Claude Revel, présidente de France Sport Expertise.**

Claude Revel

« Tirer le maximum des Jeux de 2024 »

La présidente de France Sport Expertise rappelle que le sport est aussi un enjeu majeur de politique économique et diplomatique. Encore plus dans la période actuelle.

VINCENT HUBÉ

Parler sport lors d'une élection présidentielle n'est toujours pas une évidence. Alors que les candidats étaient invités jeudi dernier au CNOSF pour présenter leur programme sur ce thème, seuls trois se sont déplacés (Anne Hidalgo, Yannick Jadot et Fabien Roussel). Pas le meilleur des signaux alors que la France va organiser la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024. La période est pourtant cruciale pour Claude Revel. Cette ancienne condisciple de François Hollande à l'ENA préside France Sport Expertise, un GIE (groupement d'intérêt économique) tourné vers la conquête des marchés sportifs internationaux, qui rassemble 35 entreprises, d'Orange à GL Events en passant par BPCE ou Mycoach. À l'occasion de la présidentielle, Claude Revel et sa directrice générale Claire Rabès entendent bien faire du sport « *un bien commun stratégique* », et avancent 32 propositions très axées sur l'économie et la diplomatie. Pour *L'Équipe*, celle qui a écrit *La France : un pays sous influences ?* (ed. Vuibert, 2012) nous en dit plus.

« Pourquoi est-il important de parler sport pendant la campagne présidentielle ?

Parce que le sport est au centre de beaucoup de préoccupations de politiques publiques. Il devrait l'être en tout cas. De la politique de santé évidemment, de la politique sociale, de solidarité, etc. Mais aussi de la politique économique parce que le sport, c'est 300 000 emplois et, avant le Covid, c'était 77 milliards d'euros de chiffre d'affaires... Et ça devrait aussi être au centre de la diplomatie. Les candidats sont censés nous parler des politiques publiques qu'ils vont mener...

Et à chaque campagne, on en parle peu...

Une des explications, c'est peut-être qu'on cloisonne trop en France. Le sport, ce sont les clubs, les associations mais ça peut être aussi les entreprises. Ça devrait être vu comme un tout. On demande justement qu'il y ait une doctrine publique de l'État sur le sport.

Vous avez un retour des candidats ?

Tout d'abord, nous n'avons pas été approchés par les candidats. À l'exception d'un que je ne nommerai pas. Mais on va envoyer nos 32 propositions à tous les candidats de la liste du Conseil constitutionnel. En ce moment, avec l'épidémie de Covid, les problèmes de cohésion sociale, toutes les angoisses des gens, ça ferait sens que le sport soit une priorité...

La guerre en Ukraine, avec les sanctions sportives qui l'accompagnent, change aussi la vision que le public a du sport...

Oui, le sport devient un sujet international, un vrai enjeu de puissance, de soft power... Les gens s'en rendent compte. Regardez aussi les entrées d'investisseurs étrangers dans les clubs. Ça peut servir la puissance extérieure, par l'image mais bien plus que ça. Le soft power, c'est soft parce que ça passe par la culture, les arts, le sport, il n'empêche que le but, c'est le pouvoir. Et des États savent très bien l'utiliser. Le sport est une arme aux mains de certains pays, il faut en tenir compte.



En termes d'image et d'influence, les Jeux de Paris n'en sont que plus prioritaires...

On est sur un "momentum" fabuleux. Il y a la Coupe du monde de rugby en 2023, les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024, la Coupe du monde de rugby à XIII en 2025... Il faut qu'on se mobilise pour tirer le maximum de cette période. Sur les JO eux-mêmes, je comprends très bien qu'on ne puisse pas favoriser les entreprises françaises, il y a des règles européennes. En revanche, il serait utile que grâce à cette opportunité, les entreprises françaises puissent promouvoir leur savoir-faire, concrètement qu'elles remportent des marchés. D'autant plus qu'elles respectent des normes de bonnes pratiques, de responsabilité sociale, etc. En 2012, aux Jeux de Londres, la Grande-Bretagne était encore dans l'Europe à ce moment-là, les règles européennes ne les ont pas trop gênés parce qu'ils ont accordé 90% de leurs contrats à des entreprises britanniques ou à des joint-ventures (collaboration entre deux ou plusieurs entreprises) avec des Britanniques. Mais je ne demande pas qu'on fasse pareil, ce serait un peu exagéré.

“Je crois qu'il y a une vraie volonté de promouvoir les entreprises françaises, mais en même temps, en France, on veut toujours respecter à la lettre les règles”

Vous échangez avec Tony Estanguet, le président de Paris 2024, ou Michel Cadot, le délégué interministériel aux Jeux ?

Oui, avec les deux. On a vu Tony Estanguet avec la ministre (Roxana Maracineanu). On lui a tenu le même discours, il nous a dit "très bien, très bien"... Ça commence à évoluer. Je crois qu'il y a une vraie volonté de promouvoir les entreprises françaises mais en même temps, en France, on veut toujours respecter à la lettre les règles. Michel Cadot, lui, a pleinement conscience de tout ce que je suis en train de vous dire.

Globalement, que demandez-vous ?

Que le sport soit reconnu comme un secteur économique à part entière. Rappeler que derrière les clubs et les associations, il y a des entreprises, c'est-à-dire des emplois et des gens qui paient des impôts aussi. L'État doit user de leviers comme la commande publique, comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Les Anglo-Saxons sont libéraux pour les autres... Ils protègent bien leur marché intérieur et, à l'extérieur, ils ne se gênent pas pour mener des politiques concurrentielles très agressives. Je ne les critique pas... Nous, on commence à travailler sur les Jeux de Los Angeles (en 2028). On va essayer d'y mettre un pied. Même si on sait qu'avec leur Buy American Act (loi fédérale de 1933 qui impose l'achat de produits américains par le gouvernement) et compagnie, une grande partie des marchés vont revenir aux Américains. N'empêche, il y a des secteurs où on a des leaders mondiaux. Le sport n'est pas encore conçu comme une politique diplomatique en soi, c'est toujours un accessoire. Alors que c'est fondamental, et ça rapporte de l'argent ! »

“Le sport devient un sujet international, un vrai enjeu de puissance, de soft power... Les gens s'en rendent compte”

Parmi vos propositions, la douzième concerne justement le contrôle des investissements étrangers dans le sport...

Le sport a un aspect stratégique, peut être un vecteur d'idées, d'idéologies... C'est donc un secteur sensible. Il existe en France une réglementation de contrôle des investissements étrangers dans des secteurs sensibles qui sont listés, comme l'armement. Le sport n'est pas dedans. Aux États-Unis, c'est très simple, il n'y a aucune définition, il y a contrôle, et éventuellement refus, quand ça touche à la sécurité nationale. Point barre. Ils font ce qu'ils veulent. Je ne dis pas qu'il faut faire la même chose mais on peut s'en inspirer. On est un pays très ouvert. Il faudrait un regard de l'État plus fort là-dessus.